



APPEL D'OFFRES AO-16-07-P

TRAVAUX D'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE BORDURE ET D'UNE BANDE PIÉTONNIÈRE PAVÉE SUR LA RUE CHAMBLY À MARIEVILLE

La Ville de Marieville sollicite des soumissions pour des travaux d'implantation d'une nouvelle bordure et d'une bande piétonnière pavée sur la rue Chambly.

Les documents d'appel d'offres peuvent être obtenus au Système public d'appel d'offres (SE@O) sur le site internet suivant www.seao.ca ou au numéro de téléphone suivant (514) 856-6600 ou sans frais au 1-866-669-SEAO (1-866-669-7326), à compter du **24 février 2016**, moyennant le paiement des frais établis par le SE@O, selon la grille des tarifs.

Les soumissions doivent être présentées sur les formules fournies par la Ville en trois (3) exemplaires (un (1) original et deux(2) copies) et être accompagnées des documents requis, le tout sous enveloppe scellée et adressée, portant le nom du soumissionnaire et la mention « **APPEL D'OFFRES AO-16-07-P – TRAVAUX D'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE BORDURE ET D'UNE BANDE PIÉTONNIÈRE PAVÉE SUR LA RUE CHAMBLY À MARIEVILLE** ». Elles seront reçues au service du Greffe, à l'hôtel de Ville de Marieville sis au 682, rue Saint-Charles à Marieville (Québec) J3M 1P9, **jusqu'à 13 h 30, le 11 mars 2016** et seront ouvertes publiquement à l'hôtel de ville aussitôt que possible après 13 h 30 (heure de l'hôtel de ville), le **11 mars 2016**. Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture.

Pour tout renseignement, quel qu'il soit, le soumissionnaire doit s'adresser uniquement à monsieur **Marcel Gauthier**, responsable de l'information aux soumissionnaires au **450 460-4444, poste 285** ou au courriel suivant marcel.gauthier@ville.marieville.qc.ca. Le fait pour un soumissionnaire de tenter d'obtenir de l'information de toute autre personne à la Ville de Marieville, membre du Conseil ou employé municipal, consultant ou mandataire de la Ville, constitue une contravention passible du rejet de sa soumission et autres sanctions.

Le présent contrat est assujéti à l'ACCQO (Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario) et à l'AQNB (Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick (2008)).

La Ville de Marieville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation ou frais quelconques envers les soumissionnaires.

Donné à Marieville, le dix-huit février deux mille seize (18 février 2016)

La greffière adjointe,

Mélanie Calgaro, OMA, notaire

Avis public 16-09